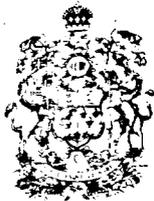


DÉCLARATIONS ET DISCOURS



DU CANADA

DIVISION DE L'INFORMATION
 MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTERIEURES
 OTTAWA - CANADA

N° 47/16

QUELQUES OBSERVATIONS SUR
 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES
 de 1947

Texte de l'allocution prononcée par le très honorable Louis-S. Saint-Laurent, Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, à une réunion de la Chambre de Commerce canadienne tenue à Québec le 7 octobre 1947.

Laissez-moi tout d'abord vous dire le grand plaisir que j'éprouve à être ici ce soir et à pouvoir vous saluer, aussi bien en ma qualité de membre du Gouvernement qu'à titre de résident de la ville de Québec où j'ai passé presque toute ma vie.

En tant que membre du Gouvernement, je tiens à vous assurer de notre haute appréciation pour les services que rendent à l'économie canadienne la Chambre de Commerce du Canada, ainsi que les Chambres de Commerce locales, au nombre de quatre cent cinquante ou plus, qui groupent dans une même organisation importante les éléments les plus actifs de la vie industrielle, financière et commerciale du Canada.

Il serait évidemment déplacé pour quiconque d'entre nous d'adresser des remerciements aux autres pour la part qu'ils prennent à la vie du pays. Le résultat des efforts de tous nous intéresse tous également, et les affaires de chacun sont si intimement liées à l'économie du pays tout entier qu'il est bien naturel que nous fassions tout notre possible pour maintenir et stabiliser le rythme de cette économie.

Comme citoyen de Québec, c'est pour moi un privilège que d'être ici et de pouvoir présenter à chacun de vous mes plus cordiales salutations, participant ainsi au mouvement qui tend à rapprocher graduellement tous les Canadiens d'un océan à l'autre, et à les rendre plus conscients du fait qu'ils appartiennent tous à un même pays dont les diverses parties doivent contribuer au bien-être de l'ensemble.

Lorsque j'ai été invité à ce banquet, je n'étais pas certain de pouvoir m'y rendre; il semblait possible à ce moment-là que je doive m'absenter pour assister à l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est pourquoi j'ai suggéré alors à votre président d'inviter quelqu'un d'autre à faire le discours principal. Ma suggestion ayant été acceptée, c'est mon collègue, M. Martin, qui a dû sacrifier ses heures de sommeil pour préparer le discours de ce soir.

D'autre part, M. Ilsley fait mon travail à Lake Success; je n'ai donc qu'à me croiser les bras. Le discours de M. Martin me permettra d'en apprendre beaucoup en quelques instants sur l'un des principaux travaux de mon ministère au cours de ces derniers mois, et cela, bien plus facilement que si je devais fouiller moi-même dans les dossiers et les documents. Votre président m'a assuré que vous seriez entièrement satisfaits si au lieu de travailler moi aussi à préparer un discours, je vous parlais pendant quelques instants seulement sur les impressions que j'ai rapportées de la réunion des Nations

Unies et qui sont encore fraîches dans mon esprit.

Il n'est pas nécessaire d'examiner la situation bien longtemps pour se rendre compte que les choses ne vont pas bien aux Nations Unies. L'attitude de nos amis les Russes, bien qu'elle n'ait peut-être surpris personne, a certainement été décevante, pour ne pas dire exaspérante.

Je dis que cela n'était pas surprenant car cette attitude, les Russes l'ont adoptée dès le début et l'ont conservée par la suite avec entêtement. Aux conférences internationales qui eurent lieu pendant qu'on se battait encore, il semblait tout naturel à M. Staline que toutes les décisions importantes fussent prises par lui-même, M. Churchill et M. Roosevelt. Lorsque M. Churchill et M. Roosevelt ont suggéré l'idée d'une organisation des Nations Unies, M. Staline a approuvé le projet, mais en exigeant que cette organisation n'ait rien à faire avec les termes de la paix qui serait imposée à nos anciens ennemis, et que ces termes soient déterminés par les ministres des Affaires étrangères des trois grandes puissances, et peut-être plus tard des quatre grandes puissances si la France se joignait à elles. Il réclamait également que les Nations Unies n'agissent que par l'entremise d'un Conseil de sécurité, et qu'aucune décision importante ne puisse être prise par ce Conseil sans que tous ses membres soient d'accord; cela revenait à concéder à chacune des grandes puissances un droit absolu de veto.

Lorsque nous avons tous signé la Charte des Nations Unies, à San-Francisco, nous avons été forcés d'accepter ces conditions, et nous l'avons fait après que les représentants des grandes puissances eurent déclaré en présence des délégués russes, qu'aucune d'entre elles ne ferait usage de son droit de veto sauf dans l'intérêt de l'ensemble des Nations Unies. Or, les représentants russes se sont servis de ce droit plus de vingt fois depuis ce temps-là, et ont par le fait même rendu le Conseil de sécurité à peu près inutilisable comme instrument principal des Nations Unies pour établir et maintenir la paix. C'est là apparemment ce qu'ils veulent, et ils s'indignent maintenant de ce qu'ils appellent les efforts des Etats-Unis, du Royaume-Uni et des pays qui sont en relations d'amitié avec ces puissances, pour agir en dehors des Nations Unies afin d'arriver à quelque résultat en dépit des vétos.

Je répète que cela ne nous surprend pas car depuis longtemps les Russes maintiennent qu'"aucune question internationale ne peut être résolue de façon juste et équitable sans l'Union soviétique ou à l'encontre de ses intérêts". Il est parfaitement évident que l'Union soviétique voudrait voir l'abolition de ce qu'elle appelle les régimes capitalistes et l'établissement du totalitarisme communiste partout dans le monde.

Il est également évident que les destructions matérielles apportées en Europe par la guerre auront pour résultat l'effondrement complet de l'économie des pays d'Europe si ces pays ne reçoivent pas à temps une aide substantielle du nouveau monde. Les Russes calculent qu'un tel effondrement faciliterait l'extension du régime communiste et c'est pourquoi ils font tout en leur pouvoir pour empêcher le nouveau monde de continuer à fournir de l'aide à l'Europe. Voilà qui explique le ton vitriolique du discours démagogique de M. Vichinsky à Flushing Meadows, il y a quelques jours; c'est également une des raisons pour lesquelles le Comintern est réapparu sur la scène européenne. Il existe des Communistes dans presque tous les pays de l'Europe continentale, et les Russes trouvent bon de les aider dans leur lutte pour le pouvoir et la domination, en les encourageant publiquement de la sorte. Cela leur donne sans doute une plus grande confiance en eux-mêmes, tout en les rassurant sur leurs chances de succès.

Le refrain de M. Vichinsky à cette assemblée, que tous les pays satellites slaves ont entonné à sa suite, n'avait rien de nouveau. Il y a des mois que la presse et la radio de l'Union soviétique, assujetties au contrôle de l'Etat répètent à satiété que les Etats-Unis se préparent à attaquer l'U.R.S.S. Cette propagande a été menée dans une région séparée du reste du monde par la censure la plus puissante et par le plus rigoureux contrôle de l'opinion publique qu'on n'ait jamais vu. Elle a été organisée dans le but de stéréotyper l'idée d'un pays capitaliste gigantesque et puissant, résolu à détruire les gouvernements établis par les classes ouvrières et à accumuler les bombes atomiques pour s'en servir contre l'Union soviétique lorsqu'une occasion propice se présentera. Les réactions suscitées par le discours de M. Vichinsky étaient immédiatement relayées à Moscou et étalées dans la presse soviétique. Ne sommes-nous pas en droit de présumer que M. Vichinsky, connaissant la publicité qu'on accorde sur le continent nord-américain à tout ce qui ressemble à une nouvelle, avait délibérément projeté de justifier aux yeux du peuple russe la politique que poursuit depuis des mois le Gouvernement soviétique?

Il se peut encore très bien que cette campagne ait eu pour second but, peut-être plus important que le premier, celui de semer dans l'opinion publique de certains milieux du continent nord-américain la crainte que l'intervention des Etats-Unis en Europe ne conduise éventuellement à la guerre, empêchant de cette façon le public et le Congrès d'accepter les plans d'aide à l'Europe de MM. Truman et Marshall. Sans cette aide, les Russes peuvent logiquement espérer que les régimes fondés sur la propriété et l'entreprise privées s'effondreront et feront place à la dictature de la bureaucratie communiste et que les gouvernements modelés sur le leur seront en fait subordonnés à l'influence de Moscou et prêts à manifester cette loyauté supérieure que Moscou semble capable d'inspirer à ceux qui sont formés dans ses institutions communistes.

Il ne s'agit pas ici d'une simple question d'idéologie, mais d'un problème qui est devenu très concret pour chacun de nous. Notre économie au Canada repose sur le principe du commerce et de l'échange monétaire multilatéraux. Nous achetons des marchandises aux Etats-Unis pour des centaines de millions de dollars de plus que nous ne leur en vendons; par conséquent, à moins que nous ne puissions utiliser le surplus de nos ventes aux autres pays pour payer nos achats aux Etats-Unis, nous nous verrons obligés de cesser ces achats. Il est alors pour nous d'importance vitale que l'économie des pays d'Europe soit promptement restaurée, et que l'on fasse disparaître pour cela toutes les menaces à la paix et à la stabilité qui mettent obstacle à cette restauration. Ce n'était pas seulement pour le plaisir de parler que je disais l'autre jour à l'Assemblée générale, au nom de la délégation canadienne:

"Il n'en est pas moins vrai que ces problèmes doivent être résolus, et que tous privilèges et procédures qui font obstacle à leur solution doivent être modifiés. Cela pourra se faire par l'abandon volontaire de ces privilèges, par des accords ou des ententes à leur sujet, ou encore, si la chose est nécessaire, par des modifications de la Charte. Espérons qu'aucun membre du Conseil de sécurité ne fera fi de l'opinion clairement exprimée par le monde et ne s'obstinera à empêcher de telles modifications, ce qui serait entraver sinon détruire l'organisation qui représente à l'heure actuelle la plus grande espérance des hommes.

Tout en cherchant à obtenir la paix et la coopération, les nations ne peuvent accepter, et n'accepteront pas qu'un Conseil établi pour assurer leur sécurité et dont l'activité, de l'avis de beaucoup de gens, se réduit à des futilités, et qui est divisé par des dissensions, se perpétue indéfiniment sans qu'on puisse le modifier. Si on les y oblige, elles chercheront peut-être à s'assurer une plus grande sécurité par la formation d'une association des Etats démocratiques et pacifiques, prêts à assumer des obligations internationales plus précises en échange d'une plus grande sécurité pour leur pays. Des associations semblables peuvent exister au sein même des Nations Unies, pourvu qu'elles soient compatibles avec les buts et principes de la Charte. Il est à espérer que cela ne sera pas nécessaire, et il vaudrait mieux l'éviter autant que possible. Cependant, si la chose est nécessaire il faudra en venir là. N'oublions pas que les dispositions de la Charte représentent un minimum et non un maximum de responsabilités pour les Etats-Membres. Si quelques-uns préfèrent rester au-dessous de ce minimum, cela ne doit pas empêcher les autres de s'élever au-dessus."

Depuis ce temps-là le Canada a été élu membre du Conseil de sécurité. Notre ligne de conduite continuera de s'accorder avec la déclaration que je viens de vous citer. Nous irons jusqu'à l'extrême limite pour que les Nations Unies soient une organisation universelle et unique, et j'espère encore que nous y arriverons. Nous sommes en majorité, nous possédons la plus grande capacité de production, de même que les armements les plus puissants; de plus nous jouissons de ces libertés qui semblent si indispensables à la véritable nature de l'homme créé par Dieu. Nous voulons bien consacrer tout cela au bien-être et à l'élévation du genre humain. Mais si des groupes totalitaires aveuglés par leurs théories persistent dans leur politique de frustration et de futilité, nous ne leur permettrons pas de continuer longtemps de nous empêcher de faire emploi des avantages évidents que nous possédons pour améliorer la condition de ceux qui sont prêts à coopérer avec nous, surmontant ainsi les difficultés auxquelles nous devons faire face nous aussi, en raison du bouleversement du cours normal des affaires et des échanges normaux de services spécialisés entre les nations et entre leurs populations respectives.

Pour vaincre ces difficultés, il est possible que les gouvernements doivent recourir à des mesures quelconques en vue d'organiser et de diriger l'économie des divers pays. Lorsque ces mesures seront adoptées, si elles le sont, leur efficacité et leur utilité réelles dépendront de la façon dont elles vous plairont à vous-mêmes ainsi qu'aux autres éléments avisés du public canadien.

Vous pouvez être assurés que ce problème tout entier est étudié et continuera d'être étudié soigneusement par le Gouvernement et par les experts qu'il consulte à ce sujet. Nous ne tirerons pas de conclusions à la légère, mais nous ne resterons pas là à ne rien faire tandis que les choses se développeraient au point de devenir irrémédiables.

Nous comptons donc sur votre entière coopération, et je suis persuadé que si notre ligne de conduite est sagement conçue et que nous la mettions en pratique de façon vraiment constructive, nous serons en mesure de nous élever au-dessus de l'esprit de parti et de faire triompher nos idées avec le même zèle politique et le même désintéressement unanime qui ont caractérisé les efforts de notre pays durant les

jours pénibles du combat. Ce temps-là est passé, mais nous souffrons encore des bouleversements profonds qu'il a apportés au monde. Nous devons nous occuper de remédier à cet état de choses avec le même esprit de sacrifice que celui qui nous a valu la victoire. Que chacun de nous participe, soit individuellement soit en coopération avec d'autres, à l'accomplissement de cette tâche.